

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(C. P. S.)**

SOMMAIRE

ARTICLE N° 1 : OBJET DU MARCHE ET MODE DE PASSATION
ARTICLE N°2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE
ARTICLE N°3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES.
ARTICLE N° 4 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX
ARTICLE N° 5 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL
ARTICLE N° 6 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT
ARTICLE N° 7 : DUREE DU MARCHE RECONDUCTIBLE-DELAJ D'EXECUTION
ARTICLE N° 8 : PENALITES DE RETARD
ARTICLE N° 9 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC
ARTICLE N° 10 : CAUTIONNEMENTS PROVISORE ET DEFINITIF
ARTICLE N° 11 : RECEPTIONS PROVISORE ET DEFINITVE
ARTICLE N° 12 : MODE DE REGLEMENT
ARTICLE N° 13 : MODALITES DE PAIEMENT
ARTICLE N° 14 : BREVETS
ARTICLE N° 15 : SOUS TRAITANCE
ARTICLE N° 16 : DOMICILE DU TITULAIRE
ARTICLE N° 17 : VALIDITE DU MARCHE
ARTICLE N° 18 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE
ARTICLE N° 19 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE
ARTICLE N° 20 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISORE ET DEFINITIF
ARTICLE N° 21 : MOYENS
ARTICLE N° 22 : NANTISSEMENT
ARTICLE N° 23 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES
ARTICLE N° 24 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS
ARTICLE N° 25 : RESILIATION DU MARCHE
ARTICLE N° 26 : MESURES CÆRCITIVES
ARTICLE N° 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS
ARTICLE N° 28 : AVANCES



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché n° / 2025

Passé en application de l'article n° 19 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

D'une part :

L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.),
représenté par son Directeur Général,

Et,

D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société :

- Adresse du domicile élu :

- Affiliée à la CNSS sous le n° :

- Inscrite au registre de commerce de(localité) sous le n° :

- Patente n° :

- Identification fiscale n° :

- Identifiant commun de l'Entreprise (ICE) n° :

- Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**ARTICLE N° 1 : OBJET DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION**

Le présent marché a pour objet la **Passation d'un marché reconductible pour la location de Licences de Logiciels, sans option d'achat, pour l'utilisation d'une plateforme d'apprentissage en ligne(E-Learning) dans les métiers de l'Automobile au profit de l'OFPPT.**

Il est passé en application de l'alinéa 1 du paragraphe I-1 et de l'alinéa b) du paragraphe I-3 de l'article 19 et de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics.

ARTICLE N°2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement,
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales complété par l'offre technique du titulaire,
3. Le bordereau des prix - détail estimatif,
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit dans règlement relatif aux marchés publics de l'office de l'OFPPT, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE N°3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES.

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

1. Le Décret n°2-22-431 précité relatif aux marchés publics ;
2. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 précité.
3. La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003) ;
4. Le Décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
5. Le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
6. Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
7. L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT ;
8. Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;
9. La décision du ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS.
10. L'arrêté du ministre délégué au profit de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 précité relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

ARTICLE N° 4 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX**A- Nature des prix :**

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

B- Caractère des prix :

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes et non révisables.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE N° 5 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL

Le titulaire du marché s'engage à recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché.

Le cahier des prescriptions spéciales fixe le taux de recours à la main-d'œuvre locale à **vingt pour cent (20%)** de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

Au sens du présent article, on entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue du commun lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région.

ARTICLE N° 6 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT

Le titulaire acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE N° 7 : DUREE DU MARCHE RECONDUCTIBLE-DELAÏ D'EXECUTION**a) Durée du marché**

Le délai contractuel pour l'exécution des prestations objet du marché est de douze (12) mois reconductibles Sans toutefois que la durée totale du marché puisse excéder cinq (5) ans, sauf dénonciation par lettre recommandée de l'une ou de l'autre des parties moyennant un préavis de soixante (60) jours avant la date d'échéance.

Cette dénonciation du marché, sauf manquement grave de l'une ou l'autre des parties aux termes du présent marché, ne saurait être justifiée ou donner lieu à un quelconque dédommagement sauf apurement par le maître d'ouvrage des frais engagés par le titulaire pour son compte.

Le démarrage des prestations, objet du présent marché devra être effectif à compter de la date fixée par la date de l'ordre de service, prescrivant au titulaire de commencer les prestations.

Au début de la première année d'exécution du marché, les différentes fonctionnalités disponibles sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues

dans ledit marché. Les années suivantes, la prestation démarre après émission de la lettre de commande annuelle, au début de l'année de formation.

Pour la première année, le délai consacré à l'intégration et au déploiement de la solution ne doit pas être comptabilisé dans la durée de souscription ou d'activation de licence.

a) Délai d'exécution

Pendant la durée du marché reconductible, les quantités des prestations à exécuter et leur délai d'exécution sont précisés pour chaque commande par le maître d'ouvrage en fonction des besoins à satisfaire.

Le délai d'activation des licences **ne peut être supérieur à 15 jours** à compter de la prescription de la commande.

Le délai consacré à l'intégration et au déploiement de la solution ne doit pas dépasser 2 mois.

ARTICLE N° 8 : PENALITES DE RETARD

En cas de retard dans l'activation des comptes conformément aux délais fixés dans le présent marché, une pénalité journalière d'un pour mille (1/1000) par jour calendaire de retard est appliquée à l'encontre du titulaire, sans mise en demeure préalable, calculée sur la base du montant annuel du marché.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire de services.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE n° 9 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéants, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché.

ARTICLE N° 10 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **Cinquante-trois mille six cents Dirhams (53.600,00 DH)**.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 24 du Décret n°2-22-431 précité relatif aux marchés publics.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestataires s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

ARTICLE N° 11 : RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE

A la fin de chaque année, un procès-verbal de réception provisoire sera établi et signé par le titulaire et l'OFPT.

A la fin de la durée du marché reconductible, il sera procédé à une réception définitive qui marquera la fin du marché. Un procès-verbal de réception définitive sera établi à cet effet et signé par le titulaire et l'OFPT.

ARTICLE N° 12 : MODE DE REGLEMENT

La location des licences d'accès à la plateforme d'apprentissage en ligne(E-Learning) dans les métiers de l'Automobile objet du marché sera réglée, à la fin de chaque année, **après l'activation et l'exploitation annuelle des licences par application des prix unitaires annuels définis et établis par le titulaire**, conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix – détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

Uniquement les licences des accès des apprenants/stagiaires sont comptabilisées cf. au point 6.1. « Attentes fonctionnelles spécifiques aux profils » du CPS. Les accès dédiés aux autres profils sont exclus.

Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

ARTICLE N° 13 : MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement sur prestation devra se faire sur présentation de la facture annuelle établie après service fait en 5 exemplaires portant le cachet et la signature du titulaire du marché. Les factures doivent être accompagnées d'une attestation justifiant le nombre de codes d'accès (licences), à la plate-forme, activées par région et établissement de formation ainsi que leur période de validité.

Le prestataire doit impérativement établir une facture conformément aux dispositions de l'article 146 du Code Général des Impôts et des dispositions de l'article 78-2 de la Loi 69-21.

Tout dépôt non conforme à la réglementation sera considéré comme nul et non avenue.

Le règlement des prestations réalisées ne devient exigible qu'à la suite de la constatation du service fait et le dépôt des factures auprès du bureau d'ordre de l'Office, au plus tard à la fin du mois de constatation du service fait ou du PV de réception.

Un délai maximum de paiement des prestations réalisées, est de 120 jours à compter de la date de la constatation du service fait ou de PV de réception.

Tout retard ou défaut de dépôt de la facture est passible d'une amende équivalente à l'amende applicable au MO dans le cadre la loi n° 69-21 précitée.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans le marché.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE n° 14 : BREVETS

Le titulaire garantira l'OFPPT, contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque commerciale ou des droits de création.

En cas d'actions dirigées contre le maître d'ouvrage par des tiers titulaires de brevets, modèles, dessins, marques de fabrique de commerce ou de services ou de prestations objet du marché, il sera fait recours aux dispositions de l'article 21 du CCAG-EMO.

ARTICLE N° 15 : SOUS TRAITANCE

Toute sous-traitance éventuelle au titre de ce marché se fera dans les conditions de l'article n° l'article n°151 du décret n°2-22-431 précité relatif aux marchés publics.

Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants ;
- Dossier administratif des sous-traitants ainsi que leurs références techniques et financières;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage des dites prestations, par rapport au montant du marché
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance ;

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 8 mars 2023.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les prestations qui ne peuvent, en aucun cas, faire l'objet de sous-traitance sont les prestations qui portent sur l'objet du présent marché à savoir : la location de Licences de Logiciels, pour l'utilisation d'une plateforme d'apprentissage en ligne(E-Learning) dans les métiers de l'Automobile.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 143 du décret n°2-22-431 précité.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

✱ m ✓

ARTICLE N° 16 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE N° 17 : VALIDITE DU MARCHÉ

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'OFPPPT ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE N° 18 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 précité relatif aux marchés publics.

ARTICLE N° 19 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

Pour le présent marché il n'est pas prévu ni délai ni retenue de garantie.

ARTICLE N° 20 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

En application des dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas de l'application de l'article 52 du CCAG-EMO, par le maître d'ouvrage dans les trois (3) mois suivant l'achèvement du délai contractuel du marché.

ARTICLE n° 21 : MOYENS

En application de l'article 18 du CCAG-EMO, le titulaire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché, les moyens en personnel et en équipement nécessaires à sa mission (Ressources humains qualifiés, logistique, espace de formation, restauration des formateurs ; outils ...etc).

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel du titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée de l'OFPPPT, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent, au moins, être égales à celles de la personne à remplacer.

- 1) Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements
- 2) Le titulaire est tenu de soumettre à l'agrément de l'OFPPT tout changement dans le planning d'intervention de son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du marché.

ARTICLE N° 22 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 précité portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par l'Office de la formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire ;
2. Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire ;
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE n° 23 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations de polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE N° 24 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

En cas de contestation entre l'administration et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'Œuvre (CCAG-EMO).

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative.

ARTICLE N° 25 : RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 précité et le règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 juin 2014).

ARTICLE N° 26 : MESURES COERCITIVES

Les dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO et de l'article 142 du règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 juin 2014) seront appliquées.

ARTICLE N° 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Le soumissionnaire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le soumissionnaire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.


Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE N° 28 : AVANCES

Conformément au décret n°2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché a droit à une avance qui sera calculée par application de l'article 5 du décret susmentionné. L'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant total du marché. Cette avance sera octroyée au titulaire après la notification de l'ordre de service de commencer les prestations objet du marché contre remise d'une caution personnel et solidaire du même montant, ne comportant aucune réserve et demeure affectée aux garanties pécuniaires exigées du titulaire du marché.

Le remboursement de cette avance sera effectué par réduction sur chaque acompte d'un montant égale à 25%, de manière que le remboursement de la totalité de l'avance soit opéré lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 80% du montant du marché. Si ces sommes n'atteignent pas 80% du montant initial du marché, le solde à rembourser sera prélevé sur le décompte(n) et dernier, si le marché ne donne pas lieu à versement d'acomptes et fait l'objet d'un seul règlement, l'avance est récupérée en une seule fois par précompte sur le règlement.

La révision des prix n'est pas prise en compte dans le calcul du montant de l'avance. Les taux et les conditions de versement et de remboursement de l'avance ne peuvent pas être modifiés par avenant.

LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	 Brahim EL FALAKI Directeur de la Recherche et de l'Ingénierie de la Formation PI

**CAHIER DES SPECIFICATIONS
TECHNIQUES
(C.P.T)**

Sommaire

1. Présentation du contexte
 - 1.1 Contexte général
 - 1.2 Contexte spécifique
2. Objectifs
3. Public cible
4. Organisation de la formation en digital Learning
5. CONSISTANCE DU PROJET
 - 5.1 Ressources pédagogiques de la plateforme :
 - 5.2 Assistance au déploiement de la solution
 - 5.3 Accompagnement pour l'harmonisation des contenus
 - 5.4 Communication et sensibilisation :
6. Fonctionnalités exigées :
 - 6.1 Fonctionnalité de gestion
 - 6.2 Caractéristiques pédagogiques exigées
 - 6.3 Exigences pédagogiques particulières
7. Qualités techniques de la plateforme
8. Etapes du projet

ANNEXES :

Annexe 1 : Les fiches profil des formations

Annexe 2 : BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

✱ ✱ ✓

I. PRESENTATION DU CONTEXTE

A. Contexte général

L'OFPPT poursuit son engagement en faveur d'une formation professionnelle de qualité, alignée avec les exigences du marché du travail et les évolutions technologiques. Le modèle pédagogique adopté par l'OFPPT repose sur la diversification des modes de formation et l'adoption du mode de formation hybride, combinant formation en présentiel et apprentissage à distance. Cet équilibre permet de mieux répondre aux besoins d'un marché en constante évolution, où la demande pour des profils qualifiés maîtrisant les nouvelles technologies, notamment dans l'industrie automobile, ne cesse de croître.

Dans cette optique, l'intégration du digital learning constitue un levier stratégique pour renforcer l'employabilité des jeunes. L'adoption d'une plateforme e-learning dédiée aux métiers de l'automobile s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Elle offre une solution innovante qui améliore l'accessibilité aux formations, facilite la montée en compétences des apprenants et pallie le manque d'équipements en offrant des contenus pédagogiques interactifs et adaptés aux exigences du secteur.

B. Contexte spécifique

L'intégration d'une plateforme e-learning dans le secteur des métiers de l'automobile au sein de l'OFPPT a constitué une étape importante dans l'opérationnalisation du mode de formation hybride. Une première expérience a permis de tester concrètement l'apport du digital learning dans un environnement technique, en évaluant son impact sur l'engagement des formateurs, l'autonomie des stagiaires et la qualité globale des apprentissages.

Les résultats observés ont confirmé la pertinence de ce choix, notamment grâce à la richesse des contenus pédagogiques, l'interactivité des supports, et les possibilités de suivi individualisé. L'utilisation d'une plateforme e-learning facilite donc la continuité pédagogique en dehors des ateliers, en optimisant le temps d'apprentissage et en renforçant l'acquisition des compétences théoriques et pratiques.

C. OBJECTIF

La poursuite de la démarche initiée durant la première expérience menée à travers l'adoption d'une plateforme e-learning dans le secteur des métiers de l'automobile au sein de l'OFPPT vise à consolider et renforcer l'usage du e-learning dont la valeur ajoutée pour la formation n'est plus à démontrer.

D. PUBLIC CIBLE

Population à former

La plateforme d'apprentissage en ligne dans les métiers de l'automobile (E-Learning) vise la formation des stagiaires de l'OFPPT. Cette population se présente comme suit :

- Des stagiaires du niveau Technicien Spécialisé de niveau Bac+2 (préparé en 2 ans) ;
- Des stagiaires du niveau Technicien de niveau « Bac » (préparé en 2 ans) ;
- Des stagiaires du niveau Certificat de Qualification Professionnel.

Outre les formations diplômantes, l'OFPPT offre des formations qualifiantes couvrant tous les niveaux de formation. Les formations qualifiantes ne sont pas sanctionnées par un diplôme, un certificat est attribué aux lauréats à la fin de la formation.

L'effectif prévisionnel des stagiaires à former est reparti sur les 5 prochaines années comme suit :

Année de formation	Effectif prévisionnel
2025-2026	27500
2026-2027	29000
2027-2028	30500
2028-2029	32000
2029-2030	33500

Filières concernées par l'apprentissage en ligne dans les métiers de l'automobile (E-Learning)

Intitulé Filière	Niveau de formation	Type de formation
Maintenance des Engins du BTP	TS	Diplômante
Production et Qualité en Automobile	TS	Diplômante
Diagnostic et Electronique Embarquée Automobile	TS	Diplômante
Technico-Commercial en Vente de Véhicules et Pièces de Rechange	TS	Diplômante
Technicien Spécialisé en Diagnostic et Electronique Embarquée	TS	Diplômante
Electromécanique des engins motorisés	T	Diplômante
Electromécanique des engins motorisés option Automobile	T	Diplômante
Electromécanique des engins motorisés option Autocars et poids lourds	T	Diplômante
Réparation des engins à moteurs option Machinisme Agricole	T	Diplômante
Electromécanique des engins motorisés option Machinisme agricole	T	Diplômante
Réparation des engins à moteurs option Automobile	T	Diplômante
Réparation des Engins à Moteur (Option : Poids Lourds et Autocars)	T	Diplômante
Carrossier Peintre Automobile	Q	Diplômante
Automobile Technology Worldskills Africa	FQ	Qualifiante
Automobile Technology Worldskills	FQ	Qualifiante
Diagnostic et réparation des boîtes à vitesse automatiques	FQ	Qualifiante
Diagnostic et réparation des systèmes Multiplexés	FQ	Qualifiante
Maintenance des engins lourds et véhicules industriels option Portuaire	FQ	Qualifiante
Diagnostic et réparation des systèmes d'injection essence Directe	FQ	Qualifiante
Maintenance des Véhicules Hybrides/Electriques	FQ	Qualifiante
Maintenance et Diagnostic Automobile	FQ	Qualifiante
Maintenance des engins lourds et véhicules industriels option BTP	FQ	Qualifiante
Diagnostic et réparation des systèmes d'injection Diesel nouvelle génération	FQ	Qualifiante
Réparation Automobile	FQ	Qualifiante
Mécanicien Service Rapide Automobile	FQ	Qualifiante
Diagnostic et réparation des systèmes antipollution automobile	FQ	Qualifiante
Contrôle et réparation des systèmes de freinage	FQ	Qualifiante
Electricité et électronique automobile	FQ	Qualifiante
Maintenance Automobile	FQ	Qualifiante
Réparateur de véhicule automobile (MAALEM)	FQ	Qualifiante

Toutes autre filière de formation relevant du secteur Métiers de l'automobile peut être incluse dans le programme de formation e-learning.

\$ 3 ✓

E. Organisation de la formation en digital Learning

Depuis 2020, l'OFPPT a adopté un nouveau modèle pédagogique reposant sur une approche hybride de la formation professionnelle, combinant les atouts du présentiel avec les opportunités offertes par le Digital Learning. Ce choix stratégique traduit la volonté de moderniser la formation et de répondre aux nouveaux enjeux de flexibilité, d'individualisation des parcours et d'intégration des technologies éducatives.

Pour accompagner cette transformation, l'OFPPT a déployé plusieurs plateformes numériques, notamment OFPPT ACADEMY en tant que portail central, OFPPT Langues, ainsi que OFPPT AUTOMOBILE.

Dans le secteur des métiers de l'Automobile, la plateforme OFPPT AUTOMOBILE constitue une solution d'e-learning innovante, proposant des contenus interactifs, des simulations 3D et des modules pratiques, favorisant un apprentissage autonome, progressif et contextualisé. Le présent marché s'inscrit dans cette dynamique, en prévoyant la location, sans option d'achat et sur une base reconductible, de licences d'une plateforme d'apprentissage en ligne dédiée à la formation dans les métiers de l'Automobile.

II. CONSISTANCE DU PROJET

Le projet consiste essentiellement en la mise à la location de Licences de Logiciels, pour l'utilisation d'une plateforme d'apprentissage en ligne(E-Learning) dans les métiers de l'Automobile au profit de l'OFPPT, tout en assurant les activités d'accompagnement et d'assistance.

1. Accompagnement pour l'harmonisation des contenus :

Le prestataire devra accompagner les équipes de l'OFPPT dans le travail d'adaptation et d'harmonisation des contenus de formation e-learning. Il s'agit de faire le matching entre les contenus e-learning et les cursus de formation du secteur des métiers de l'automobile de l'OFPPT dans le but de faire une correspondance ou éventuellement des ajustements non consistants au niveau de la plateforme. Ce travail doit être réalisé après la date de la notification de l'ordre de service et tout au long du projet en présence de l'équipe DRIF.

2. Assistance au déploiement de la solution

Le soumissionnaire assurera l'assistance au déploiement de la solution et au transfert des compétences en matière d'administration de la plateforme sous forme de 11 séances de formation organisées dès l'activation des licences suite à la 1^{ère} lettre de commande et ce pendant 2 jours chacune au profit d'environ 300 utilisateurs couvrant le niveau central, régional et local. Ces séances peuvent être assurées en commun accord avec le maître d'ouvrage, en présentiel, et/ou, à distance.

Ces sessions porteront sur :

- L'utilisation des bénéfices de la plate-forme E-learning ;
- L'utilisation des outils de suivi pédagogiques, administratif et du reporting.

3. Communication et sensibilisation :

Le prestataire veillera sur l'accompagnement au niveau de l'information et de la communication dans le dispositif de l'OFPPT.

A cet effet, des séances d'information et de sensibilisation à la plate-forme e-learning pourront être organisées au profit des directeurs de complexes des différents EFP des régions. Ces séances se dérouleront au niveau régional. En marge de ces séances, le prestataire pourra produire des supports de communication qui mettra à la disposition des directions régionales en plus de la DRIF et ce après la validation de la Direction de la Communication de l'OFPPT.

Le prestataire devra également assurer, en concertation avec les équipes de l'OFPPT, la personnalisation de l'interface de la plate-forme et son adaptation à la charte graphique de l'OFPPT.

4. Caractéristiques de la solution attendue

La solution proposée devra répondre à un ensemble d'exigences pédagogiques, fonctionnelles et techniques. Elle doit garantir une expérience d'apprentissage performante, évolutive, accessible et alignée sur les spécificités des métiers de l'automobile.

4.1. Exigences pédagogiques et didactiques

a. Contenus pédagogiques :

- Diversité des ressources couvrant l'ensemble des compétences des programmes de formation concernés (cf. Annexe 2).
- Structuration en parcours pédagogiques : modules, leçons, travaux pratiques, simulations.
- Objectifs pédagogiques clairement définis pour chaque séquence.
- Les contenus de formation, proposées doivent être susceptibles de donner lieu à une multitude de parcours de formation et être structurés en module (formations certifiantes).

b. Modalités de présentation

- Contenus pédagogiques élaborés, structurés et scénarisés pour le e-learning.
- Intégration de contenus interactifs : multimédia, animations, vidéos, hypertextes, jeux de rôle, scénarios, etc.
- Parcours personnalisés selon les profils des stagiaires.

c. Typologie des contenus

- Leçons interactives : modules consultables depuis un navigateur, intégrant images, animations, textes et évaluations. Historique personnel conservé sur 5 ans.
- Travaux pratiques : modules nécessitant un équipement métier spécifique (Multimètre, Oscilloscope, Banc de diagnostic et autre outillage spécifiques, type : réglo-phares, équilibreuse de roues, et autres équipements de diagnostic ou d'entretien, etc.).
- Simulations : mises en situation métier réalistes, personnalisables par l'enseignant.
- Workshop Data : accès en ligne aux bases de données des constructeurs.
- Liens externes : possibilité d'ajout par les formateurs.

Les prestations de formation à fournir ne doivent pas se limiter à des pages de contenus textuels, images et vidéo. Elles doivent impérativement être élaborées, de haute qualité et intégrer les techniques d'animation et de simulation au niveau de l'état de l'art actuel,

Les contenus doivent favoriser :

- Les techniques de mises en situations, jeux de rôle, scénarios, simulation.
- Les méthodes ludiques et interactives ;
- Les solutions flexibles.

d. Contenus sur mesure

- Couverture des formations en lien avec les métiers de l'automobile, y compris :
 - Maintenance des véhicules légers et poids lourds (TruckData)
 - Mobilité électrique et hybride
- Mise à jour régulière des contenus ; capacité à enrichir et adapter selon les besoins de l'OFPPT.

e. Exigences pédagogiques spécifiques

- Simplicité d'utilisation pour tous les profils (stagiaires, formateurs, administrateurs) d'où la nécessité d'intégrer à la plateforme l'aide en ligne et les modes d'emploi nécessaires à l'administration de la plateforme et à son utilisation.
- Intégration d'une aide en ligne et de modes d'emploi.
- Système de communication directe entre professeur et apprenant.

4.2. Exigences fonctionnelles de la plateforme

a. Caractéristiques fonctionnelles

i. Ergonomie et accessibilité

Les exigences de convivialité et d'ergonomie suivantes devront être respectées :

- La solution doit permettre une adhésion rapide et prise en main aisée pour les utilisateurs. À cet égard, le respect des standards de navigation et d'utilisation d'interfaces intuitives sera privilégié ;
- Maximiser l'utilisation des listes déroulantes, des check box et des autos complétés pour minimiser le temps de saisie ;
- La police de caractères doit être uniforme sur toute l'application. Les contraintes de dimension doivent assurer par défaut une lisibilité correcte pour les utilisateurs. Les notions de taille de police et de style devront être validées avec les utilisateurs sur un prototype d'ergonomie à présenter ;
- Règles d'enregistrement : avant enregistrement, l'application vérifie la validité des données saisies. Chaque fois que cela est possible, l'application propose des données par défaut qui doivent toutefois être confirmées ;
- L'application permet de rendre obligatoire la saisie d'informations ;
- Règles de suppression : La suppression d'enregistrement ne peut être effective qu'après une demande de confirmation présentée à l'utilisateur.

* M ✓

ii. Fonctionnalités générales

- Coaching écrit assisté par intelligence artificielle.
- Accès illimité à des classes de conversation orale inter-entreprises.
- Formations sonorisées avec qualité audio professionnelle.
- Reprise automatique du dernier point de connexion de l'apprenant.

iii. Gestion des parcours

- Gestion flexible des parcours selon les besoins et les niveaux des stagiaires.
- Suivi visuel de l'état d'avancement par le stagiaire.
- Paramétrage dynamique des contenus.

iv. Fonctionnalités par profil utilisateur

Le tableau synthétique suivant définit les droits d'accès et les attentes fonctionnelles pour chaque profil utilisateur (apprenant, formateur, directeur EFP, directeur CFP, responsable régional, auditeur qualité, etc.). :

Catégorie d'utilisateurs	Attentes fonctionnelles
Administrateur suivi Central	<ul style="list-style-type: none"> *Accès aux données, rapport et tableaux de bord par Stagiaire / groupe/formateur/ établissement/ complexe/régions *Droit et validation d'affectation des gestionnaires de la plateforme *Téléchargement des rapports
Apprenant/ Stagiaire	<ul style="list-style-type: none"> *Visualisation et consultation du guide d'utilisation de la plateforme ; *Visualisation et Utilisation des contenus de formation et outils pédagogiques assurés par la plateforme ; *Passation des quiz et tout type d'évaluation ; *Visualisation et téléchargement du rapport et du tableau de bord (en format PDF et Excel) qui présente son état d'avancement de formation et ses notes sur la plateforme (le résultat du test de positionnement avec le niveau de départ, la durée passée aux plateformes, les contenus utilisés et les quiz passés ainsi que le niveau d'arrivée, sa position par rapport à l'ensemble des stagiaires de son niveau à l'OFPT, ainsi que son état de progression par rapport à l'objectif) ; *Poser les questions sur les forums de discussions ou autres ;
Formateur	<ul style="list-style-type: none"> *création du groupe d'apprenants *planification des tests de progression *Visualisation et utilisation des contenus des cours de formation et outils pédagogiques ; *Saisie (avec possibilité de modification et suppression) des suggestions ou remarques aux stagiaires ; *Consultation et participation aux forums de discussion ; *Saisie au niveau des forums de discussions et réponses aux questions des stagiaires de ses groupes ; *Planification et affectation de certains quiz aux stagiaires de ses groupes ; *Consultation et téléchargement des rapports et des tableaux de bord de suivi (en format PDF et Excel) du progrès des stagiaires de ses groupes au même CFP (de chaque stagiaire par groupe) ; *accès aux données, rapport et TDB liées à ses groupes et stagiaires ainsi que la visualisation de la position de ses groupes par rapport à l'ensemble des groupes de leurs niveaux) *Réception des notifications relatives à la mise à jour / ajout de contenu

Catégorie d'utilisateurs	Attentes fonctionnelles
Directeur d'EFP	<p>*Consultation et téléchargement des rapports et tableaux de bord de (en format PDF, Excel et CSV) :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'état de disponibilité des contenus de formation et les quiz ; -suivi du progrès de chaque stagiaire par groupe ; -l'état d'accompagnement des stagiaires par les formateurs (son EFP seulement) ; <p>*accès aux données, rapport et TDB liées aux groupes, stagiaires et formateurs de son EFP.</p>
Directeur de CFP	<p>*Consultation et téléchargement des rapports et tableaux de bord de (en format PDF, Excel et CSV) :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'état de disponibilité des contenus de formation et les quiz -suivi du progrès de chaque stagiaire par groupe -l'état d'accompagnement des stagiaires par les formateurs (les EFP de son CFP seulement) <p>*accès aux données, rapport et TDB liées aux groupes, stagiaires et formateurs des EFP relevant de son CFP</p> <p>* Droit d'affectation des gestionnaires local</p>
CSCQ Régional	<p>*Consultation et téléchargement des rapports et tableaux de bord de (en format PDF, Excel et CSV) :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'état de disponibilité des contenus de formation et les quiz -suivi du progrès de chaque stagiaire par groupe -l'état d'accompagnement des stagiaires par les formateurs (les EFP et CFP de sa région) ; <p>*accès aux données, rapport et TDB liées aux groupes, stagiaires et formateurs des EFP et CFP relevant de sa région</p> <p>* Droits d'affectation des gestionnaires complexes</p>
Auditeur de qualité -DR	<p>*Consultation et téléchargement des rapports et tableaux de bord de (en format PDF, Excel et CSV) :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'état de disponibilité des contenus de formation et les quiz -suivi du progrès de chaque stagiaire par groupe -l'état d'accompagnement des stagiaires par les formateurs (les EFP et CFP de sa région) <p>*accès aux données, rapport et TDB liées aux groupes, stagiaires et formateurs des EFP et CFP relevant de sa région</p>
Auditeur de qualité -DF	<p>*Consultation et téléchargement des rapports et tableaux de bord de (en format PDF, Excel et CSV) :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'état de disponibilité des contenus de formation et les quiz -suivi du progrès de chaque stagiaire par groupe -l'état d'accompagnement des stagiaires par les formateurs -suivi des notes de chaque stagiaire par groupe (les EFP et CFP de toutes les régions) <p>*accès aux données, rapport et TDB liées aux groupes, stagiaires et formateurs des EFP et CFP de toutes les régions</p>
CSCQ-DF	<p>*Consultation et téléchargement des rapports et tableaux de bord de (en format PDF, Excel et CSV):</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'état de disponibilité des contenus de formation et les quiz -suivi du progrès de chaque stagiaire par groupe -l'état d'accompagnement des stagiaires par les formateurs -suivi des notes de chaque stagiaire par groupe (les EFP et CFP de toutes les régions) <p>*accès aux données, rapport et TDB liées aux groupes, stagiaires et formateurs des EFP et CFP de toutes les régions</p>

Catégorie d'utilisateurs	Attentes fonctionnelles
CSE-DF	*Consultation et téléchargement des rapports et tableaux de bord de (en format PDF, Excel et CSV) : -l'état de disponibilité des quiz ; -suivi des notes de chaque stagiaire par groupe (les EFP et CFP de toutes les régions) ; *accès aux données, rapport et TDB liées aux groupes, stagiaires et formateurs des EFP et CFP de toutes les régions
CDECQ-DF	*Consultation et téléchargement des rapports et tableaux de bord de (en format PDF, Excel et CSV) : -l'état de disponibilité des contenus de formation et les quiz -suivi du progrès de chaque stagiaire par groupe -l'état d'accompagnement des stagiaires par les formateurs -suivi des notes de chaque stagiaire par groupe (les EFP et CFP de toutes les régions) *accès aux données, rapport et TDB liées aux groupes, stagiaires et formateurs des EFP et CFP de toutes les régions

v. Tableaux de bord

- Tableaux de bord personnalisés selon les profils.
- Affichage des indicateurs clés : progression, accompagnement, notes, accès aux contenus, etc.

vi. Reprise :

Afin d'assurer la continuité Le prestataire doit permettre la disponibilité la reprise des données relatives aux stagiaires en cours de formation et lauréats.

vii. Reporting et suivi (temps passé, score, progression) :

- Un suivi détaillé des statistiques d'utilisations des différents parcours de formations gérés par la plateforme.
- Le soumissionnaire devra présenter tous les outils de pilotage (Reporting) et d'exploitation des demandes de formation, formations réalisées, gestion de l'historique.
- Le système doit permettre de générer automatiquement les indicateurs liés à la gestion et au suivi de la formation les différents utilisateurs (formateurs et administrateurs), conformément au tableau des attentes fonctionnelles, de même ce système doit permettre aussi la génération automatique des rapports :
 - La production de tableau de bord.
 - Liste et nombre total d'apprenants inscrits/connectés sur une période.
 - Le nombre d'heures de formation réalisées sur une période, mini-maxi.
 - Le nombre moyen d'heures réalisées par les personnes ayant terminé leur programme.
 - Taux de démarrage.
 - Taux d'avancement des programmes de formation.
 - Résultats aux tests de positionnement, de progression et de certification.
 - Programmes de formation utilisés par les apprenants
 - Rapports précis sur la progression, le score et la durée de connexion de chacun des apprenants par groupe, par établissement de formation et par région
- La période sur laquelle les différents état et indicateurs sont calculé doit être paramétrable (semaine, mois, trimestre, etc..) avec des filtres ;

- L'accès à ces rapports sera paramétrable par utilisateur (formateur, administrateur) et le contenu du rapport doit être adapté aux autorisations accordées selon l'arborescence indiqué.

viii. Référentiels et organisation

- Implémentation de l'arborescence OFPPT : régions, complexes, établissements, groupes.
Gestion fine des droits par structure et profil. Site/entité (Régions, Complexes, Etablissements, Direction centrale, ...), groupes, sous-groupes.
- La solution doit permettre la gestion des groupes (classes)

ix. Administration fonctionnelle de la plateforme :

Le prestataire est responsable de l'administration fonctionnelle de la plateforme. Cela inclut notamment :

- La gestion des utilisateurs (création, modification, suppression) ;
- L'affectation des rôles et des groupes d'apprenants ou de formateurs ;
- La personnalisation et la génération de rapports adaptés aux besoins ;
- La définition et la mise en œuvre des règles de gestion liées à la formation et aux comptes utilisateurs (activations, désactivations, droits d'accès) ;
- La configuration et le suivi des tableaux de bord.

Le prestataire doit également assurer le support technique, incluant la résolution des problèmes de connectivité et des éventuelles pannes techniques.

A. Qualités techniques de la plateforme

Le Soumissionnaire est tenu obligatoirement de détailler la manière dont sa solution répond aux exigences techniques ci-après, tout en mettant en avant les atouts et les valeurs ajoutées distinctives de sa proposition :

Hébergement :

L'hébergement de la plateforme sera entièrement pris en charge par le soumissionnaire via une solution Cloud ou autre ;

Toutes les composantes logicielles et matérielles nécessaires à la mise en place de la plateforme de gestion de contenu E-LEARNING, sont sous la responsabilité du titulaire ;

Il est souhaitable que le cloud sur lequel hébergé la solution, dispose des certifications relatives à la cybersécurité à savoir : ISO/IEC 27001, ISO/IEC 27017, ISO/IEC 27018, ISO 22301...

Localisation des données :

comme stipulé dans la Délibération n°236-2015 du 18 Décembre 2015, la plateforme doit être hébergée dans les pays considérés par la CNDP comme pays qui offrent un niveau de protection suffisant et conforme aux exigences de la législation marocaine relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel

Pour garantir la confidentialité et la sécurité, leurs données de l'OFPPT doivent être strictement séparées des autres clients, en cas de solution multi-tenant.

Sécurité :

Le soumissionnaire doit détailler les moyens et les processus mis en place permettant d'assurer la sécurité, la confidentialité, l'intégrité et la continuité de la solution

Protection des données :

La solution doit permettre le chiffrement des données en transit (TLS/SSL)

Il est souhaitable d'appliquer le chiffrement au repos des données sensibles à caractère personnel

Authentification :

La solution doit prendre en charge l'authentification unique (SSO) via Microsoft Entra, ou, à défaut, intégrer le protocole LTI en s'appuyant sur Moodle comme couche d'authentification.

Compatible avec LTI 1.3, SCROM et xAPI

\$ M ✓

La plateforme doit être intégrée avec la plateforme LMS de l'OFPPPT (Moodle) afin de :

- Permettre l'importation et le déploiement de contenus SCORM/xAPI ;
- Assurer le suivi de l'avancement des stagiaires dans les parcours de formation ;
- Collecter les données de performance, de progression et de complétion des modules de formation ;
- Synchroniser les résultats d'évaluation avec le carnet de notes de Moodle ;
- Offrir une interface d'administration facilitant le reporting et la génération de statistiques sur les usages et les performances ;

Import et saisie en masse :

- La solution doit permettre l'import et la saisie en masse des données à travers des fichiers Excel, CSV ;
- Dans le cas des listes de résultats, l'application doit permettre d'en faire une exportation dans un fichier externe dans un format de type « Excel », « PDF » et « CSV » ;

Accessibilité

Format Full Web entièrement accessible à partir d'un navigateur Web sans aucune installation ou configuration particulière des postes de travail des apprenants.

Elle doit être compatible avec les navigateurs les plus utilisés à savoir Chrome, Firefox, Edge

La solution proposée doit être responsive qui s'adapte parfaitement aux smartphones, tablettes,

L'accès à la plateforme doit s'effectuer via HTTPS, en utilisant un sous-domaine propre à l'OFPPPT. La page d'accueil doit être personnalisée avec le logo de l'OFPPPT et conçue en conformité avec sa charte graphique.

Application mobile

Il est souhaitable que l'éditeur propose une application mobile destinée aux stagiaires et responsables métier (formateur, directeurs, responsables régionaux et centraux) permettant d'accéder à des fonctionnalités similaires de la plateforme web

Exigences de performance

Scalabilité : Capacité à gérer une augmentation du nombre d'utilisateurs ou du volume de données sans dégradation des performances.

Le système doit supporter la charge de connexion simultanée d'un minimum de 50.000 apprenants de l'OFPPPT.

Temps de réponse : Le système doit être suffisamment performant pour assurer une utilisation fluide et sans peine des données et des services offerts.

Le temps de chargement des actions ou des pages doit être acceptable.

Disponibilité : Le délai d'indisponibilité générale de la solution ne doit pas dépasser quatre heures par an hors périodes de maintenance planifiées convenues préalablement avec le Maître d'Ouvrage ;

Il est souhaitable que la période maximale de perte de données acceptable (RPO Recovery Point Objective) n'excède pas 24 heures

Exigences de gestion et support :

Le soumissionnaire doit assurer le support technique selon les modalités ci-après :

Heures de support :

Support disponible **24/7** pour les incidents critiques.

Le traitement des incidents ne doit pas dépasser **24 h**.

Canaux de support souhaitables (à préciser):

- Portail en ligne ;
- Email ;
- Chat intégré ;
- Hotline à distance par téléphone ou autre

Afin d'assurer une autonomie lors de l'utilisation de la solution, le soumissionnaire doit disposer :

- Supports d'autoformation ;
- Guides des utilisateurs par profil.

[Signature] ✓

III. Etapes du projet

Les principales étapes proposées pour la mise en œuvre du projet se présentent comme suit :

1.Assistance au déploiement de la solution :

1.1 Harmonisation des contenus de formation :

Le prestataire procèdera à l'analyse des contenus offert par l'OFPPT afin de mettre en exergue la correspondance avec les contenus e-learning de la plateforme. Un support devra être produit pour concrétiser le résultat de ce travail, et ce un mois après la date de la notification de l'ordre de service.

1.2 accompagnement à l'utilisation de la plateforme :

Suite à l'achèvement du travail d'harmonisation des contenue de formation le prestataire assurera l'assistance au déploiement de la solution et au transfert des compétences en matière d'administration de la plateforme sous forme de 11 séances de formation organisées dès l'activation des licences suite à la 1^{ère} lettre de commande et ce pendant 2 jours chacune au profit d'environ 300 utilisateurs couvrant le niveau central, régional et local. Ces séances peuvent être assurées en commun accord avec le maître d'ouvrage, en présentiel, et/ou, à distance.

Ces sessions porteront sur :

- L'utilisation des bénéfices de la plate-forme E-learning ;
- L'utilisation des outils de suivi pédagogiques, administratif et du reporting.

2.déploiement de la plateforme

❖ Mise à disposition de la plateforme

Une semaine après la date de la notification de l'ordre de service, le prestataire est appelé à accorder l'accès à la plateforme aux utilisateurs selon les règles de gestion définies.

❖ Gestion et administration de la plateforme

Le prestataire est responsable de l'administration fonctionnelle de la plateforme. Cela inclut notamment :

- La gestion des utilisateurs (création, modification, suppression) ;
- L'affectation des rôles et des groupes d'apprenants ou de formateurs ;
- La personnalisation et la génération de rapports adaptés aux besoins ;
- La définition et la mise en œuvre des règles de gestion liées à la formation et aux comptes utilisateurs (activations, désactivations, droits d'accès) ;
- La configuration et le suivi des tableaux de bord.

Le prestataire doit également assurer le support technique, incluant la résolution des problèmes de connectivité et des éventuelles pannes techniques.

NB : L'OFPPT conserve le droit de discuter et demander la modification de toute composante qu'il juge susceptible de nuire au bon fonctionnement du processus d'apprentissage.

\$ 13 ✓

3. suivi de l'exploitation de la plateforme :

Tableau de bord intégrant les indicateurs de performance fixés en commun accord avec l'OFPPPT notamment le taux d'utilisation, le niveau de progression, les notes obtenues, les compétences maîtrisées... et ce par région/ complexe/ établissement/ formateur/ groupe/ stagiaire.

IV. Gestion et suivi du projet

- Comité de pilotage

Il sera institué un Comité de pilotage du projet présidé par le Directeur de la recherche et de l'ingénierie de la formation qui en fixera la composition (DRIF) dont la mission est de veiller sur le pilotage de la mise en œuvre du projet. Ce Comité, se réunira chaque fois que nécessaire.

- Comités de suivi de réception et de validation

Ces comités qui seront constitués par décisions du DRIF, assureront le suivi, l'examen de l'exécution des différentes phases qui lui ont été affectées. A cet effet, ils seront chargés de :

- Examiner et émettre leurs avis et observations sur les livrables élaborés par le prestataire
- Etablir les PV de réceptions partielles de chaque phase.

3/10 ✓

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

N° Item	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix unitaire annuel HTVA	Prix total annuel HTVA
1	Location des licences d'utilisation des logiciels informatiques : plateforme d'apprentissage en ligne(E-Learning) dans les métiers de l'Automobile.	Licence par (apprenant /stagiaire) / An	33.500		
Total en DH HT hors TVA					
Taux TVA 20%					
Total en DH (TTC)					

\$ m ✓